

La fabrique de l'arme nucléaire dans la guerre froide

par Laurent Coumel

Une étude croisée des réalités soviétiques et états-uniennes permet de saisir l'impact de l'arme nucléaire sur leurs sociétés respectives et sur ces villes de l'atome sans « chômage, ni pauvreté, ni criminalité ».

À propos de : Kate Brown, *Plutopia, une histoire des premières villes atomiques*, Actes Sud, 2024, 25 €, ISBN 9782330189457.

Dix ans avant le film *Oppenheimer* de Christopher Nolan (2023), les noms du général Leslie Groves, directeur du projet Manhattan, et de l'*Atomic Energy Commission* (AEC) avaient déjà été tirés de l'oubli par un livre au titre énigmatique : *Plutopia*. Sa traduction en français vient enrichir une bibliographie qui, depuis la parution du livre de Gabrielle Hecht sur le nucléaire en France (1998), s'est étoffée récemment de travaux importants sur les essais de la bombe et leurs victimes¹.

Cette histoire critique de la production de plutonium dans les deux superpuissances de la guerre froide prend la forme d'une enquête localisée, à la fois sur le site de Hanford, dans l'État de Washington, sur la côte ouest des États-Unis, mis en service en 1943, et dans la ville créée pour loger ses employés, Richland, et à Ozersk (plus souvent dans la translittération en français : Oziorsk), ville officiellement

¹ Voir aussi Maurice Edenz, « [Le nucléaire vu d'Afrique](#) », *La vie des idées*, 27 mars 2013 ; Pascal Marichalar, « [Les vétérans des essais nucléaires](#) », *La vie des idées*, 30 novembre 2017 et Renaud Meltz, « [Tristes secrets. Les essais nucléaires en Polynésie française](#) », *La vie des idées*, 21 juin 2022.

« fermée » (jusqu'à nos jours) abritant un complexe industriel équivalent, Mayak (plus souvent en français : Maiak, terme qui signifie « Phare ») dans le centre de la Russie non loin de Tcheliabinsk, dont l'activité débuta en janvier 1947.

« Placer les deux communautés du plutonium côté à côté »

« Ces deux villes-usines, centres névralgiques des arsenaux nucléaires des deux blocs, n'ont pas seulement produit des ogives et des missiles, elles ont aussi créé d'heureux souvenirs d'enfance, des logements abordables et d'excellentes écoles au sein de communautés modèles » (p. 9).

Le décor est ainsi planté, et la thèse principale du livre peut se résumer ainsi : la fabrique de l'acceptabilité sociale du risque nucléaire serait à peu près la même, de part et d'autre du Rideau de fer, sur les rives du fleuve Columbia comme au cœur de l'Oural. La peinture de ces villes de l'atome en territoires où il faisait bon vivre, sans « chômage, ni pauvreté, ni criminalité », justifie le néologisme du titre. La *plutopie* serait ce phénomène commun aux deux systèmes rivaux de la guerre froide consistant, pour une partie de la société, à échanger un peu de liberté contre le confort et la sécurité internationale, au prix de la santé d'une partie de ses habitants.

Des histoires sociales, urbaines, économiques et politiques entrelacées

La grande idée de *Plutopia* est que seule une étude croisée des réalités soviétiques et états-unies permet de saisir l'impact de l'arme nucléaire sur leurs sociétés. Brown s'appuie sur un grand nombre de travaux déjà publiés, tout en soulignant leurs limites – ainsi pour l'historien Vladimir Novoselov, sur lequel la direction de Maiak fit pression dans les années 1990 (p. 426).

Des sources originales, collectées pendant une dizaine d'années dans les deux pays, alimentent cette enquête au long cours. Elles proviennent d'une vingtaine de fonds d'archives, des médias de l'époque (presse, radio et télévision), des mémoires publiés et de témoignages recueillis par courrier ou lors d'entretiens sur place. Sur une vingtaine de centres de documentation exploités, seuls deux sont en Russie : aux niveaux régional (Tcheliabinsk) et local (de district), la ville d'Oziorsk restant

inaccessible aux chercheurs, étrangers comme russes, encore aujourd’hui – tout comme la plupart des fonds consacrés au nucléaire, civil comme militaire, dans les archives centrales de l’État russe, à part quelques documents publiés dans les années 1990 et 2000. En Russie, les fonds documentaires ont eu tendance à se refermer à partir de 2014, et tout séjour de recherche est désormais impossible à qui refuse de travailler dans des institutions qui ont fait allégeance au régime et soutiennent publiquement la guerre contre l’Ukraine, passée à une phase d’invasion massive le 24 février 2022.

La première partie, « Une vaste prison nucléaire dans l’Ouest américain », décrit les débuts de Richland, ville-champignon, née du chantier qui employa au début des ouvriers faiblement surveillés, mais s’accompagna bientôt d’une opération d’ingénierie sociale répondant aux besoins militaires de la guerre froide. Brown souligne les paradoxes d’un système prétendument capitaliste, mais où le secteur nucléaire fut intégralement administré par les autorités fédérales, et d’une population attachée aux idéaux de liberté individuelle, mais prête à y renoncer pour profiter des nombreux avantages accordés par l’entreprise chimique DuPont, productrice de plutonium (à laquelle on doit aussi l’invention du nylon, en 1935) : « À Richland, il était logique que les habitants cherchent à monnayer la menace qui pesait sur leur intégrité physique par une sécurité financière, à troquer leurs droits civils contre des droits de consommateurs, et leur liberté d’expression contre [l’accès] à la propriété » (p. 212).

Au fil des chapitres, Brown dévoile ainsi l’envers du décor de la *success story* de l’arme atomique, en l’occurrence le contrôle strict des syndicats et des médias locaux, les inégalités et la ségrégation sociales et raciales – les travailleurs noirs étant cantonnés dans des ghettos sordides comme celui de Pasco, ville séparée de Richland de quelques kilomètres, au moins jusqu’au milieu des années 1950.

La deuxième partie, « L’atome de la classe ouvrière soviétique et la réponse américaine », montre comment les deux complexes industrialo-urbains du plutonium se sont développés de façon parallèle, avec de nombreuses ressemblances, malgré l’opposition orthogonale des modèles idéologiques. En URSS, le contexte était favorable : « L’État stalinien aurait pu sembler parfaitement adapté au genre de surveillance, de soumission et d’obéissance exigé alors par le régime de sécurité nucléaire » écrit Brown, qui rappelle qu’en 1945 le NKVD fournissait 23% de la main-d’œuvre non agricole du pays, ce qui en faisait le premier employeur industriel. Lui confier la réalisation du projet atomique était donc chose naturelle aux yeux des dirigeants d’un pays largement amputé, démographiquement et économiquement,

par les combats et les destructions de la guerre. Le récit de Brown, vivant et rythmé, relève d'un tour de force, vu la faiblesse des sources disponibles, côté soviétique, où les médias indépendants n'existaient pas, la parole publique était sévèrement muselée, et un niveau de secret maximal appliqué aux projets militaires, *a fortiori* atomiques. L'aperçu qu'elle donne des préoccupations des autorités locales à l'époque s'inscrit dans la lignée d'autres travaux d'histoire sociale sur les villes fermées soviétiques. Outre les sempiternels problèmes du logement et de l'alimentation des personnels, il y est question de la forte criminalité née de la présence des détenus dans la ville, y compris des anciens détenus qui y restèrent travailler, faute de perspective ailleurs. Les témoignages de femmes attestant de l'alcoolisme de leurs (anciens) maris, et d'hommes considérant avec nostalgie leur vie heureuse passée dans ce carcan privilégié, rejoignent ceux collectés par l'écrivaine Svetlana Alexievitch, quelques années plus tôt, en Russie, en Ukraine et au Belarus². Ici, le propos se fait moins précis, faute de sources sur les dernières décennies de l'URSS, période pendant laquelle Oziorsk connut son âge d'or, comme le résume une phrase prononcée lors d'une réunion officielle d'un organe municipal au début des années 1960 : « Notre ville n'est indiquée sur aucune carte, mais nombreux sont ceux qui envient nos conditions de vie »³.

« Une nuisance plus qu'un danger » : le déni des catastrophes nucléaires, à l'est comme à l'ouest

Les médecins travaillant sur l'impact des radiations eurent très tôt conscience de leurs méfaits pour la santé humaine, y compris à faible dose, rappelle Brown qui a aussi abordé cette question dans son autre grand livre consacré à une histoire transnationale de Tchernobyl⁴. La troisième partie, « Les premières catastrophes nucléaires », met ainsi en perspective les mécanismes qui ont entravé l'émergence de la « société du risque » théorisée par le sociologue allemand Ulrich Beck en 1986, dont Brown résume l'idée principale : « Parmi les services publics qu'une population peut

² Svetlana Alexievitch, *La fin de l'homme rouge : ou le temps du désenchantement*, Arles, Actes Sud, 2013.

³ Citation extraite d'un document des archives régionales de Tcheliabinsk, traduite dans Natalia Melnikova, « Les artisans du projet nucléaire dans les villes fermées », in Tamara Kondratieva (dir.), *Les Soviétiques. Un pouvoir, des régimes*, Paris, Les Belles Lettres, 2011, p. 51-73 ; p. 60.

⁴ Voir Laurent Coumel, « Tchernobyl : la boîte noire du déni », *La vie des idées*, 26 septembre 2022.

ISSN : 2105-3030. URL : <https://laviedesidees.fr/Kate-Brown-Tchernobyl-par-la-preuve>.

attendre d'un État moderne, il y a non seulement la répartition des richesses, mais aussi la répartition des risques » (p. 255). Plusieurs figures du monde médical incarnent les mécanismes de désinhibition à l'œuvre dans chacun des deux systèmes.

À Hanford, Herbert M. Parker (1910-1984), qui travaillait pour l'usine DuPont, alerta dès 1945 sur les hauts niveaux de radioactivité non seulement autour de l'usine, mais aussi à des dizaines voire des centaines de kilomètres de celle-ci, dans les régions et les villes voisines, dont Richland. La course aux armements primant sur toute autre considération, il ne fut guère entendu que sur le premier danger, alors que le complexe de production de plutonium rejettait de plus en plus de déchets dans le fleuve Columbia. Brown charge tout particulièrement l'Atomic Energy Commission (AEC), l'institution fédérale donneuse d'ordre, de cette négligence généralisée. En 1958, l'AEC ne compta qu'un seul mort sur les 18 000 travailleurs recrutés depuis 1944 – pourtant, les taux de mortalité et de malformation chez les bébés alertèrent les scientifiques, sans que ceux-ci sonnent l'alerte. En 1954, le même Parker avait caractérisé la présence de particules de ruthénium radioactif comme « une nuisance plus qu'un danger » et avait accepté la tournure euphémisée « Zone de contrôle des radiations » sur les panneaux délimitant les espaces contaminés (p. 325-326). Un autre cas, rapidement évoqué, est celui du vétérinaire Leo K. Bustad (1920-1998) qui prétendit dans la revue *Nature* que les faibles doses d'iode 131 absorbées par les moutons ne leur causaient aucun dommage, « en contradiction directe avec ses recherches secrètes » selon Brown (p. 328).

À Maïak, la neurologue Angelina Gus'kova (plus souvent en français : Gouskova) (1924-2015) fut la première à traiter des victimes d'empoisonnement aigu, en 1951, puis à identifier le syndrome chronique d'irradiation d'une partie des personnels de l'usine. Si plusieurs cadres succombèrent alors, d'autres furent sauvés grâce aux soins médicaux et à la pression de Gus'kova sur les chefs d'équipe pour éloigner les personnes contaminées des postes les plus risqués. Par une enquête minutieuse dans les archives disponibles, Brown livre un décompte assez précis des victimes au sein du personnel civil (une vingtaine de morts, des milliers de personnes plus ou moins gravement contaminées), tout en estimant que 90% des employés du site sont passés sous les radars médicaux, à savoir « les ouvriers itinérants, les prisonniers et les soldats » (p. 253) : la fabrique de l'ignorance tournait à plein en régime soviétique.

Le nom même d'Oziorsk (« aux lacs ») suggère un paysage formé d'innombrables plans d'eau et marécages. C'est d'abord dans les villages installés le

long de la rivière Techa (Tetcha dans la translittération française), en aval du complexe de Maïak, que la pollution radioactive fut la plus grave et la plus lourde de conséquences. Le lac Karatchaï est devenu mondialement célèbre, après qu'en 1951 les autorités décidèrent d'y déverser les effluves radioactifs qui jusque-là avaient contaminé la Tetcha, ses rives et ses habitants, leurs plantes et leurs animaux. Aucun bilan épidémiologique ne fut fait pour cette catastrophe lente qui força pourtant le pouvoir soviétique à déplacer en dix ans plusieurs dizaines milliers de personnes, sur 60 000 hectares. Clin d'œil de l'histoire : l'AEC avait, justement, interdit toute extension des systèmes d'irrigation du bassin de la Columbia sur une zone à peu près équivalente, de 70 000 hectares (soit un tiers de la zone d'exclusion établie trois ans après l'accident de Tchernobyl, sur le territoire ukrainien).

En septembre 1957, l'explosion puis l'incendie d'un site de stockage de déchets hautement radioactifs à Maïak, qui rejeta entre un quart et un tiers des émissions dues à l'explosion du réacteur n°4 de la centrale de Tchernobyl 29 ans plus tard, provoqua la première « liquidation » (le terme russe désigne les mesures de sauvegarde et de remédiation, plutôt qu'une dépollution réelle) d'une catastrophe nucléaire de grande ampleur, avec son lot de sacrifiés – soldats et prisonniers surtout – et de nouvelles évacuations dans les campagnes environnantes. Ses conséquences furent amplifiées par le maintien du secret absolu, ce qui ici distingue radicalement les cas soviétique et états-unien. Brown s'arrête sur le témoignage d'une habitante d'un village tatare qui, malgré le plan prévu, ne fut jamais évacué alors qu'il était hautement contaminé par l'accident de 1957, sans doute faute de moyens financiers, du fait de la corruption des entreprises militaires chargées de cette tâche. Ici se profile aussi peut-être la dimension coloniale du pouvoir soviétique.

Des vertus du comparatisme, et de ses limites

Quelques faiblesses éditoriales auraient pu être évitées. La navigation n'est pas facilitée par l'absence d'index des noms de lieux, de personnes et d'institutions – et de bibliographie, ce qui oblige à feuilleter longuement l'ouvrage pour retrouver une référence. La recherche sur le pan soviétique de cette histoire se heurte à l'absence d'information sur les soldats et les prisonniers contaminés : « ce qui est arrivé à ces hommes et à ces femmes est à jamais perdu pour l'histoire » (p. 254) même si Kate

Brown, aidée en cela par l'avocate et activiste Nadejda Koutepova, plusieurs fois citée dans le livre, a pu approcher au plus près quelques victimes de Maïak⁵.

Parfois, l'historienne va trop vite en besogne : ainsi, quand elle affirme que c'est l'exemple des techniques de surveillance du FBI de J. Edgar Hoover qui a inspiré les méthodes du NKVD, la toute-puissante police politique stalinienne, lors de la Grande Terreur de 1937-1938, ou encore lorsqu'elle prête aux retards dans la construction d'Oziorsk un rôle dans l'élimination de Beria en juin 1953, sans preuve pour l'affirmer. De même, le parallèle suggéré entre la condition des ouvriers noirs – il est vrai hébergés dans des roulettes insalubres, sous-payés et ouvertement discriminés au début de l'histoire de Hanford-Richland – et celle des prisonniers du goulag laisse perplexe. On peut s'étonner, enfin, de l'absence de référence aux travaux de l'anthropologue James Scott qui, dans *Seeing like a State* (1998), a suggéré un cadre analytique rendant compte à la fois des expériences capitaliste et socialiste autoritaires de transformation brutale des milieux et des sociétés : le « haut-modernisme »⁶.

Faute d'accès aux archives et d'une liberté académique indispensable pour étudier ces sujets, à Moscou et peut-être bientôt à Washington, le chantier ouvert par *Plutopia* risque d'être arrêté pour longtemps, même si des terrains de substitution existent, dans d'autres anciennes républiques soviétiques, y compris l'Ukraine. C'est ce qui rend cet ouvrage incontournable pour qui veut comprendre les mécanismes technopolitiques à l'œuvre au cours du second XX^e siècle, dont les héritages continuent de peser sur notre monde actuel.

Publié dans laviedesidees.fr, le 11 février 2026.

⁵ Nadejda Koutepova vit aujourd'hui en exil en France.

⁶ James Scott, *L'œil de l'Etat : moderniser, uniformiser, détruire*, Paris, la Découverte, 2021.